

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	19.04.2024
Thema	Keine Einschränkung
Schlagworte	Zwischenstaatliche Beziehungen, Direkte Steuern
Akteure	Keine Einschränkung
Prozesstypen	Verordnung / einfacher Bundesbeschluss
Datum	01.01.1965 - 01.01.2024

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Caretti, Brigitte
Eperon, Lionel
Escher, Regina
Heidelberger, Anja
Mach, André
Rinderknecht, Matthias
Unbekannt, Autor

Bevorzugte Zitierweise

Caretti, Brigitte; Eperon, Lionel; Escher, Regina; Heidelberger, Anja; Mach, André; Rinderknecht, Matthias; Unbekannt, Autor 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Zwischenstaatliche Beziehungen, Direkte Steuern, Verordnung / einfacher Bundesbeschluss, 1980 - 2023*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 19.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Aussenpolitik	1
Zwischenstaatliche Beziehungen	1
Entwicklungspolitik	2
Öffentliche Finanzen	3
Direkte Steuern	3

Abkürzungsverzeichnis

EFD	Eidgenössisches Finanzdepartement
OECD	Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung
EWR	Europäischer Wirtschaftsraum
G20	Gruppe der zwanzig wichtigsten Industrie- und Schwellenländer
BRD	Bundesrepublik Deutschland

DFF	Département fédéral des finances
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
EEE	l'Espace économique européen
G20	Groupe des vingt
RFA	République fédérale d'Allemagne

Allgemeine Chronik

Aussenpolitik

Zwischenstaatliche Beziehungen

VERORDNUNG / EINFACHER
BUNDESBESCHLUSS
DATUM: 28.11.1989
BRIGITTE CARETTI

La chambre du peuple a accepté le traité d'extradition conclu avec l'Australie. Jusqu'à présent, les relations dans ce domaine avec l'Océanie étaient régies par le traité de 1880 entre la Suisse et la Grande-Bretagne et ses conventions additionnelles de 1904 et 1934.¹

VERORDNUNG / EINFACHER
BUNDESBESCHLUSS
DATUM: 14.03.1990
BRIGITTE CARETTI

Le Conseil des Etats a adopté, après la chambre du peuple en 1989, **le traité d'extradition avec l'Australie.** Celui-ci renonce à la présentation d'un dossier de preuves ainsi qu'à l'énumération des infractions donnant lieu à extradition et autorise cette dernière à titre accessoire. Ce texte fait figure de première pour la Suisse puisqu'il comporte une procédure de règlement pacifique des différends, ce que la Confédération n'avait encore jamais accepté en la matière.²

VERORDNUNG / EINFACHER
BUNDESBESCHLUSS
DATUM: 08.06.1990
BRIGITTE CARETTI

Les Chambres ont entériné la modification de la **convention de double imposition de 1971 avec la RFA** proposée par le gouvernement en 1989.³

VERORDNUNG / EINFACHER
BUNDESBESCHLUSS
DATUM: 16.10.1990
BRIGITTE CARETTI

Après plusieurs années de négociations, une **convention de double imposition** a pu être signée, en 1990, **avec la République populaire de Chine.** Un tel texte, qui doit encore être ratifié par les deux Conseils, est intéressant puisque les entreprises suisses ont passablement augmenté, ces derniers temps, leur présence et leurs activités dans ce pays. La norme leur garantira, en sus de l'élimination de la double imposition sur le revenu et la fortune, une protection fiscale ainsi que la non-dépréciation de leur position concurrentielle.⁴

VERORDNUNG / EINFACHER
BUNDESBESCHLUSS
DATUM: 21.11.1990
BRIGITTE CARETTI

Le Conseil fédéral a signé, en novembre, **un nouveau traité d'extradition avec les Etats-Unis.** Ce texte, s'il est approuvé par les Chambres, abrogera l'ensemble juridique actuellement en vigueur.⁵

VERORDNUNG / EINFACHER
BUNDESBESCHLUSS
DATUM: 27.11.1990
BRIGITTE CARETTI

Prenant comme modèle la formulation de la norme susmentionnée, **le traité d'extradition avec la République des Philippines,** signé en octobre 1989, a également été accepté par la chambre des cantons. Il permettra de renforcer la collaboration entre les deux Etats dans la lutte contre la criminalité, jusqu'à présent étayée par aucun instrument spécifique.⁶

VERORDNUNG / EINFACHER
BUNDESBESCHLUSS
DATUM: 12.12.1990
BRIGITTE CARETTI

Le Conseil national a approuvé la convention passée avec l'Italie, relative à **la rectification de la frontière italo-suisse dans le secteur du barrage de Livigno.** Du fait de la présence, en ce lieu, de ce barrage exploité par les Usines électriques d'Engadine SA, les pourparlers quant à cette modification de tracé – lequel ne donnait satisfaction ni du point de vue topographique ni de celui de la surveillance de la frontière – ont été délicats.⁷

VERORDNUNG / EINFACHER
BUNDESBESCHLUSS
DATUM: 20.03.1991
ANDRÉ MACH

Après le Conseil des Etats en 1990, la chambre basse a approuvé sans opposition **le traité d'extradition avec la République des Philippines.** Les Chambres fédérales ont fait de même pour **le traité d'extradition avec les Etats-Unis (90.076).**⁸

VERORDNUNG / EINFACHER
BUNDESBESCHLUSS
DATUM: 18.06.1991
ANDRÉ MACH

Les deux Chambres ont adopté la convention de double-imposition avec la Chine. Malgré la proposition d'une minorité de la commission du Conseil national de renvoyer le projet au Conseil fédéral en demandant la suspension de l'objet jusqu'à ce que la situation des droits de l'homme et des libertés démocratiques soit rétablie de façon durable, la chambre du peuple s'est ralliée à une confortable majorité à la proposition du gouvernement.⁹

VERORDNUNG / EINFACHER
BUNDESBESCHLUSS
DATUM: 10.12.1992
ANDRÉ MACH

Les deux Chambres ont accepté à l'unanimité les **conventions de double imposition** avec la **Pologne** (91.063), la **Bulgarie** (92.007), et la modification de celles qui lient la Suisse à la **Finlande** (92.014) et à la **Suède** (92.044). L'intensification des relations économiques avec les pays d'Europe centrale et orientale ont incité la Bulgarie et la Pologne à solliciter la Suisse pour conclure de tels accords afin de faciliter les investissements helvétiques. Dans les deux cas, il s'est agi, outre la suppression de la double imposition, d'assurer une certaine protection fiscale aux entreprises helvétiques qui investissent dans ces pays.¹⁰

VERORDNUNG / EINFACHER
BUNDESBESCHLUSS
DATUM: 06.10.1993
AUTOR UNBEKANNT

Les Chambres fédérales ont approuvé à l'unanimité les **conventions de double imposition** avec le **Luxembourg** (93.030) et le **Maroc** (93.046) ainsi que la révision de celle avec l'**Allemagne** (93.028).¹¹

VERORDNUNG / EINFACHER
BUNDESBESCHLUSS
DATUM: 21.09.1994
LIONEL EPERON

Les Chambres fédérales ont approuvé les **conventions de double imposition** avec la Roumanie (93.092), le Mexique (93.087), l'Inde (94.087) et la Tunisie (94.043), ainsi que celle en matière d'**impôts sur les successions** avec la Grande-Bretagne (94.023). Elles ont également adopté la modification des conventions de double imposition avec l'Autriche (94.014) et la Grande-Bretagne (94.016).¹²

VERORDNUNG / EINFACHER
BUNDESBESCHLUSS
DATUM: 13.12.1994
LIONEL EPERON

Suite aux votes contraires de la Suisse et du Liechtenstein sur l'EEE, les autorités des deux pays ont signé un **nouvel accord douanier** permettant à la Principauté d'adhérer à l'EEE tout en maintenant ses frontières ouvertes avec la Confédération. Principal objet des négociations, le trafic des marchandises entre les deux pays reste entièrement libre. Les nouvelles règles en la matière interdisent en revanche à la Suisse de faire transiter des marchandises par le Liechtenstein à destination ou en provenance des pays membres de l'EEE. D'autres accords bilatéraux ont parallèlement été élaborés dans les domaines de la reconnaissance et de l'exécution de décisions judiciaires, de brevets d'invention, de poste et télécommunications ainsi que de police des étrangers. L'adaptation des relations conventionnelles entre la Confédération et la Principauté a été acceptée sans difficulté par les Chambres fédérales.
(c.f. aussi: le groupe de travail commun mis sur pied en 1993 pour préparer une révision du traité de l'union douanière)¹³

Entwicklungspolitik

VERORDNUNG / EINFACHER
BUNDESBESCHLUSS
DATUM: 04.12.1980
REGINA ESCHER

MIGRIERT En 1980, le Conseil fédéral a demandé au parlement le **crédit de programme le plus élevé qui ait été jamais requis pour la coopération technique et l'aide financière** : 1,65 milliards de francs répartis sur trois ans. On atteindra ainsi en 1982 l'objectif fixé dans les Grandes lignes de la politique gouvernementale et qui consiste à porter l'aide publique au développement à 0,31 % du produit national brut (PNB). On s'approchera de cette façon de la moyenne des pays de l'OCDE en 1985 (0,35% du PNB). Le parlement a accepté ce crédit de programme à une forte majorité. Compte tenu de la situation du tiers monde qui se détériore sans cesse, il semble que les représentants du peuple admettent la nécessité d'une participation accrue de la Suisse au transfert des ressources Nord-Sud. Au Conseil national, ni la proposition de renvoi de l'Action nationale ni celle de la réduction du crédit présentée par l'UDC n'ont eu grand succès. La chambre haute repousse une proposition de la minorité de sa commission ad hoc, visant à étendre la durée du crédit de programme. La discussion a montré que le projet du Conseil fédéral met l'accent, plus que par le passé, sur l'aide bilatérale au développement. Le conseiller national Renschler (ps, ZH) a salué cette restructuration. Toutefois, il a tenu à souligner que l'aide directe est non seulement mieux contrôlable et plus efficace, mais exige encore un personnel plus nombreux. A. Gautier (pl, GE) a mis en garde contre une diminution massive de l'aide multilatérale:

elle seule permet, en effet, à la Suisse de participer à de grands projets et de profiter des connaissances des spécialistes des organisations internationales. De surcroît, l'aide multilatérale contribue à améliorer les relations avec les autres pays industrialisés, qui comprendraient mal que la Suisse se tienne à l'écart de projets communs. A peine accrus, les moyens financiers affectés à l'aide au développement doivent être diminués de 10% au titre de la réduction générale des prestations de la Confédération en 1981.¹⁴

Öffentliche Finanzen

Öffentliche Finanzen

VERORDNUNG / EINFACHER
BUNDESBESCHLUSS
DATUM: 24.03.2020
ANJA HEIDELBERGER

Im März 2020 entschied der Bundesrat aufgrund der ausserordentlichen Situation, rückwirkend auf den 1. März 2020 und geltend bis zum 31. Dezember 2020 **keine Verzugszinsen auf verspätete Zahlungen der direkten Bundessteuer** zu erheben. Vom 20. März 2020 bis zum 31. Dezember 2020 entfallen überdies die Verzugszinsen auf verspätete Zahlungen **der Mehrwertsteuer, besonderen Verbrauchssteuern, Lenkungs- und Zollabgaben**. Von diesen Lockerungen nicht betroffen sind die Verrechnungssteuer und die Stempelabgaben, deren Verzugszinsen weiterhin eingefordert werden.¹⁵

Direkte Steuern

VERORDNUNG / EINFACHER
BUNDESBESCHLUSS
DATUM: 17.09.1992
MATTHIAS RINDERKNECHT

Aufgrund des im Jahre 1990 verabschiedeten Bundesgesetzes über die direkte Bundessteuer erliess der Bundesrat zwei **Verordnungen bezüglich der zeitlichen Bemessung dieser Steuer**. Demgemäss soll ab 1995 für juristische Personen in allen Kantonen die einjährige Veranlagung mit Gegenwartsbesteuerung gelten. Für natürliche Personen hingegen bleibt es weiterhin den Kantonen überlassen, die Gegenwarts- oder Vergangenheitsbesteuerung für eine ein- oder zweijährige Bemessungsperiode anzuwenden.¹⁶

VERORDNUNG / EINFACHER
BUNDESBESCHLUSS
DATUM: 25.06.2021
ANJA HEIDELBERGER

Ende Juni 2021 gab das EFD in Erfüllung der Motion Jauslin (fdp, AG) eine **Vereinheitlichung der Verzugs- und Vergütungzinssätze auf Abgaben und Steuern** per 1. Januar 2022 bekannt. Demnach soll der einheitliche Rückerstattungs- und Verzugszins bei 4.0 Prozent liegen, während der Vergütungzinssatz für freiwillige Vorauszahlungen weiterhin 0.0 Prozent beträgt. Aufgehoben werden die Verordnungen über die Verzugs- und Vergütungzinssätze, über den Verzugszins bei der Automobilsteuer, über die Verzugs- und Vergütungzinssätze auf der Tabak- und Biersteuer und über die Verzinsung ausstehender Stempelabgaben sowie ausstehender Verrechnungssteuern.¹⁷

VERORDNUNG / EINFACHER
BUNDESBESCHLUSS
DATUM: 17.08.2022
ANJA HEIDELBERGER

Noch bevor das Parlament den Bundesbeschluss über eine besondere Besteuerung grosser Unternehmensgruppen, also die Umsetzung der OECD-Mindestbesteuerung in der Verfassung, fertig diskutiert hatte, schickte der Bundesrat seine neue **Verordnung über die Mindestbesteuerung grosser Unternehmensgruppen (Mindestbesteuerungsverordnung, MindStV)** in die Vernehmlassung. Mit der Verordnung soll der neue Verfassungsartikel zur Ergänzungssteuer umgesetzt werden, bis das Parlament ein entsprechendes Gesetz erlassen hat. Die Verordnung sah folglich vor, dass die Mustervorschriften der OECD/G20 vom 20. Dezember 2021 «mittels eines Verweises für anwendbar erklärt» werden. Während das Parlament noch über die Verteilung der Mehreinnahmen zwischen Bund und Kantonen stritt, präziserte die Verordnung bereits die Zurechnung der Geschäftseinheiten auf die Kantone. Demnach sollen nur diejenigen Kantone an den Zusatzeinnahmen durch die Ergänzungssteuer beteiligt werden, in denen «Geschäftseinheiten eine Unterbesteuerung mitverursacht haben». Weitere Regelungen, etwa zum Verfahrensrecht, sollen zu einem späteren Zeitpunkt in einer weiteren Verordnung behandelt werden.¹⁸

Im September 2023 gab der Bundesrat bekannt, die **Vergütungs- und Verzugszinssätze für Bundessteuern auf das Jahr 2024 zu erhöhen**. So soll bei Verzug und Rückerstattung neu ein Zins von 4.75 Prozent (bisher: 4%) anfallen, bei freiwilligen Vorauszahlungen ein Vergütungszins von 1.25 Prozent (bisher: 0%). Die Erhöhung begründete die Regierung mit dem gestiegenen Zinsniveau.¹⁹

-
- 1) BO CN, 1989, p.1882s.; FF, III, 1989, p.769ss.
 - 2) BO CE, 1990, p.166s.
 - 3) BO CE, 1990, p.113; BO CN, 1990, p.927s.; NZZ, 3.11. et 18.12.90.
 - 4) FF, III, 1990, p.1111ss.
 - 5) FF, I, 1991, p.79ss.
 - 6) BO CE, 1990, p.881s.; FF, III, 1990, p.305ss.
 - 7) BO CN, 1990, p.2299s.; FF, II, 1990, p.1525ss.
 - 8) BO CE, 1991, p.299; BO CN, 1991, p.1305ss.; BO CN, 1991, p.643s.
 - 9) BO CE, 1991, p.539; BO CN, 1991, p.548ss.
 - 10) BO CE, 1992, p.430ss.; BO CE, 1992, p.78s.; BO CN, 1992, p.1846ss.; BO CN, 1992, p.2466s.; BO CN, 1992, p.717s.; FF, II, 1992, p.1461ss.; FF, II, 1992, p.1489ss.; FF, III, 1992, p.773ss.; FF, IV, 1991, p.917ss.
 - 11) BO CE, 1993, p. 753 s.; BO CE, 1993, p. 800 ss.; BO CN, 1993, p. 1178 ss.; BO CN, 1993, p. 1584 s.; BO CN, 1993, p. 1586 s.; FF, I, 1993, p. 1417 ss.; FF, I, 1993, p. 1430 ss.; FF, II, 1993, p. 821 ss.
 - 12) BO CN, 1994, p. 2398 ss.; BO CE, 1994, p. 11 ss.; BO CE, 1994, p. 1178 ss.; BO CE, 1994, p. 845 ss.; BO CE, 1994, p. 847 ss.; BO CN, 1994, p. 796 ss.; FF, I, 1994, p. 125 ss.; FF, II, 1994, p. 1382 ss.; FF, II, 1994, p. 421 ss.; FF, II, 1994, p. 449 ss.; FF, II, 1994, p. 456 ss.; FF, IV, 1993, p. 490 ss.; FF, V, 1994, p. 221 ss.
 - 13) BO CE, 1994, p. 1260 ss.; BO CN, 1994, p. 2000 ss.; FF, V, 1994, p. 641 ss.; Presse des 5.10 et 3.11.94 (signature de l'accord); 24 Heures, 27.10, 29.10 et 29.11.94.
 - 14) BO CE, 1980, p. 632 ss.; BO CN, 1980, p. 1217 ss.; Brandt (1980). Das Überleben sichern: gemeinsame Interessen der Industrie- und Entwicklungsländer.; FF, I, 1980, p. 620; FF, II, 1980, p. 1333 ss.; Presse du 10.10.80; Bund, 286, 5.12.80; 24 Heures, 283, 5.12.80; presse du 9.12.80.; Presse du 16.8.80. Buts de l'aide au développement dans les Grandes lignes de la politique gouvernementale; SGT, 38, 15.2.80.; Un récent sondage de l'opinion publique révéla que la plupart des personnes interrogées ne souhaitaient pas d'accroissement de l'aide au tiers monde; Vox, Analyse des votations fédérales, 30.11.80, p. 17 s.
 - 15) Medienmitteilung ESTV vom 20.3.20; Rundschreiben der ESTV vom 24.3.20
 - 16) Bund, 17.9.92
 - 17) Medienmitteilung EFD vom 15.6.21
 - 18) Erläuternder Bericht vom 17.8.22
 - 19) Medienmitteilung BR vom 11.9.23